

JOURNAL OFFICIEL
DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

Associations et fondations d'entreprise

DIRECTION DE L'INFORMATION
LÉGALE ET ADMINISTRATIVE
26, rue Desaix, 75727 PARIS CEDEX 15



www.journal-officiel.gouv.fr

Associations

Fondations d'entreprise

**Associations syndicales
de propriétaires**

Fonds de dotation

Fondations partenariales

Annonce n° 1270
75 - Paris
ASSOCIATIONS
Modifications

Déclaration à la préfecture de police

Ancien titre : ASSOCIATION DES CCI ACHATVILLE

Nouveau titre : **ASSOCIATION ACHATVILLE.**

Nouvel objet : de créer, organiser, développer, maintenir, garantir et gérer un dispositif de e-commerce par les chambres de commerce et d'Industrie Territoriales (ensemble collectivement dénommées les CCIT), les chambres de Commerce et d'industrie Régionales (ensemble collectivement dénommées les CCIR) et les établissements Publics de Coopération Intercommunale (ensemble collectivement dénommées les EPCI) pour les commerçants et les artisans leur permettant de promouvoir et de développer leur activité en intégrant les technologies de l'information et de la communication (TIC) de développer sur le plan technique une palette d'offres déclinables sur des plateformes régionales départementales ou locales utilisant les technologies du e-commerce et de la vente en ligne ; de fournir tous conseils et de services relatifs aux objets susvisés et de mettre en œuvre toute action d'animation, d'information et de formation afin de promouvoir le commerce électronique auprès des CCI et EPCI adhérents ; leur expertise sur ce thème leur permettra ainsi d'accompagner leurs ressortissants, commerçants de proximité et artisans, dans l'appropriation de ces nouvelles technologies ; de se constituer en centrale d'achat et passer des marchés pour le compte des CCIR, CCIT, et EPCI, dès lors qu'ils sont soumis pour la totalité de leurs achats aux règles édictées par le décret n° 2016-360 du 25 mars 2016 relatif aux marchés publics, le recours direct à une centrale d'achat autorisé par le décret, à la condition que la centrale d'achat respecte elle-même les règles de publicité et de mise en concurrence imposées par le décret n° 2016-360 du 25 mars 2016 ; et plus généralement de développer toute opération et activité économique, a but lucratif ou non, se rattachant au présent objet, et susceptible de favoriser le développement du e-commerce et des TIC dans leur ensemble

Siège social : 46, avenue de la Grande Armée, 75017 Paris.

Date de la déclaration : 28 décembre 2017.